

Comité de l'évaluation en douane

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 17 MAI 2022

PRÉSIDENT: M. BUDDHI PRASAD UPADHYAYA (NÉPAL)

Le Président a rappelé que l'ordre du jour proposé pour la réunion avait été distribué dans l'aérogamme WTO/AIR/VAL/14 et WTO/AIR/VAL/14/Rev.1.

Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:

1 RAPPORT SUR LES TRAVAUX DU COMITE TECHNIQUE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE..2

2 RENSEIGNEMENTS SUR LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD3

2.1	Notification de législations nationales.....	3
2.1.1	Afghanistan.....	5
2.1.2	Belize.....	6
2.1.3	Bénin.....	6
2.1.4	État plurinational de Bolivie.....	6
2.1.5	Burundi.....	7
2.1.6	Colombie.....	7
2.1.7	République dominicaine.....	7
2.1.8	El Salvador.....	8
2.1.9	Union européenne.....	8
2.1.10	Gambie.....	8
2.1.11	Géorgie.....	8
2.1.12	Guinée.....	9
2.1.13	Guatemala.....	9
2.1.14	Honduras.....	9
2.1.15	Islande.....	10
2.1.16	Inde.....	10
2.1.17	Israël.....	10
2.1.18	Kazakhstan.....	11
2.1.19	République kirghize.....	11
2.1.20	Malawi.....	11
2.1.21	Mongolie.....	11
2.1.22	Namibie.....	12
2.1.23	Népal.....	12
2.1.24	Niger.....	12

2.1.25 Nigéria	12
2.1.26 Paraguay	13
2.1.27 Fédération de Russie	13
2.1.28 Rwanda	14
2.1.29 Saint-Kitts-et-Nevis.....	14
2.1.30 Îles Salomon	14
2.1.31 Sri Lanka	14
2.1.32 Togo	15
2.1.33 Tonga.....	16
2.1.34 Royaume-Uni	16
2.1.35 Vanuatu.....	16
2.1.36 Viet Nam	17
2.2 Conclusion du point B de l'ordre du jour	17
3 INFORMATIONS SUR L'APPLICATION DES DÉCISIONS DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE.....	17
4 ASSISTANCE TECHNIQUE	17
4.1 Activités d'assistance technique visées à l'article 20.3	17
4.2 Renseignements concernant les activités d'assistance technique de l'OMD	18
5 INSPECTION AVANT EXPÉDITION	19
5.1 État des notifications présentées par les Membres	19
5.2 Questions et réponses.....	19
5.2.1 Chine	19
5.2.2 Indonésie	19
5.2.3 Sainte-Lucie.....	20
5.3 Renseignements concernant les programmes d'IAE recueillis par le Conseil TIC.....	20
6 AUTRES QUESTIONS.....	20
6.1 Séance informelle d'échange de données d'expérience	20
6.2 eAgenda.....	21
6.3 Prochaine réunion du Comité	22
7 ÉLECTION DU PRÉSIDENT	22
ANNEXE.....	23

1 RAPPORT SUR LES TRAVAUX DU COMITE TECHNIQUE DE L'ÉVALUATION EN DOUANE

1.1. Le représentant de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), M. Jiabin Luo, a présenté un rapport sur les travaux réalisés par le Comité technique de l'évaluation en douane (CTED) de l'OMD pendant la cinquante-quatrième session, qui s'était tenue du 3 au 5 mai 2022. Son rapport figure à l'annexe 1 du présent document.

1.2. La représentante de la Chine a remercié l'OMD pour son rapport et a souligné la participation de son pays aux discussions du CTED sur les questions techniques et sur toutes autres questions pertinentes. Comme la Chine l'avait fait remarquer à la réunion du CTED, il était utile d'examiner les notifications des lois et règlements en matière d'évaluation en douane car cela lui permettait de connaître l'expérience des Membres dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Elle a encouragé les autres délégations à participer aux travaux du CTED.

1.3. Le Comité a pris note du rapport et de la déclaration.

2 RENSEIGNEMENTS SUR LA MISE EN ŒUVRE ET L'ADMINISTRATION DE L'ACCORD

2.1 Notification de législations nationales

2.1. Le Président a rappelé qu'en application de l'article 22 de l'Accord sur l'évaluation en douane et de la décision "Notification et communication des législations nationales conformément à l'article 22 de l'Accord", les Membres devaient présenter le texte intégral de leur législation nationale sur l'évaluation en douane dans l'une des trois langues officielles de l'OMC. Ils devaient aussi informer le Comité de toute modification apportée à leurs lois et règlements en rapport avec les dispositions de l'Accord, ainsi qu'à l'administration de ces lois et règlements. Les procédures de notification avaient été adoptées par le Comité à sa réunion du 12 mai 1995 et étaient énoncées dans la section B.2 du document G/VAL/5.

2.2. Le Président a indiqué que le document G/VAL/W/232/Rev.15 résumait la situation actuelle concernant les notifications ainsi que l'état des questions et des réponses concernant la législation. Il a aussi noté que l'État plurinational de Bolivie et la Géorgie avaient présenté de nouvelles notifications relatives à leur législation douanière et que plus d'une douzaine de notifications contenant des questions ou réponses concernant la législation douanière étaient actuellement examinées par le Comité. Le Président a en outre rappelé que la situation concernant l'examen de la législation du Taipei chinois demeurait inchangée.

2.3. La représentante de la Chine a remercié les Membres qui avaient présenté des notifications relatives à leur législation et réglementation douanières, des réponses à la liste de questions et des réponses aux questions posées par d'autres Membres. La Chine s'est félicitée de l'augmentation du nombre de points de l'ordre du jour par rapport à la réunion précédente du Comité puisque la présentation de notifications était indispensable à la promotion de l'important principe de transparence de l'OMC. Elle a souligné qu'elle accordait de l'importance aux principes de l'OMC, à l'Accord sur l'évaluation en douane et aux travaux du Comité et a dit qu'elle aimerait continuer de travailler avec l'ensemble des membres du Comité sur les importantes questions figurant à l'ordre du jour du Comité.

2.4. Le représentant de l'Australie s'est joint à la Chine pour remercier les Membres pour leurs notifications, et plus particulièrement les Membres, y compris l'État plurinational de la Bolivie et la Géorgie, qui avaient présenté leurs premières notifications au Comité.

2.5. La représentante des États-Unis a noté que le Comité avait accéléré son rythme d'examen des notifications et des réponses aux questions des Membres, malgré les difficultés et les perturbations liées à la pandémie. Les États-Unis estimaient que la tendance générale à accroître la transparence et le nombre de notifications présentées au Comité était un exemple positif de la façon dont les travaux du Comité pouvaient s'accélérer lorsque les Membres s'engageaient à favoriser une plus grande ouverture et une meilleure communication. Elle montrait aussi comment le Comité pouvait dans les faits clore certaines questions et les retirer de l'ordre du jour dès lors qu'il y avait une volonté de répondre aux questions que les Membres se posaient mutuellement. En prenant l'exemple de ce Comité, les États-Unis souhaitaient attirer l'attention de tous sur la nouvelle proposition concernant l'amélioration de la transparence et du respect des obligations de notification. En cherchant à soutenir des initiatives solides de réforme après la CM12, les coauteurs de la proposition, intitulée "Procédures visant à accroître la transparence et à améliorer le respect des prescriptions en matière de notification au titre des Accords de l'OMC", avaient adopté une nouvelle approche et apporté des modifications importantes à la proposition, modifications qui avaient été communiquées au Conseil général dans les documents JOB/GC/204/Rev.9 et JOB/CTG/14/Rev.9. La modification la plus importante avait été la suppression de toutes les mesures administratives. Les États-Unis ont fait remarquer que la proposition visait à aider les Membres à respecter leurs engagements et ils reconnaissaient que tous les Membres subissaient parfois des contraintes qui échappaient à leur contrôle. Ils ont ajouté que, dernièrement, un grand nombre de nouvelles notifications au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane passant par le Comité, ils connaissaient ces contraintes par expérience. En effet, ils reconnaissent que de nombreux Membres étaient confrontés à des contraintes de ressources et de capacité et à d'autres difficultés qui pouvaient les empêcher d'élaborer et de présenter des notifications et ils ont également noté que n'importe quel Membre pouvait demander un soutien spécifique en matière d'assistance technique et de renforcement des

capacités pour l'aider à présenter ses notifications, bien qu'il n'y ait aucune obligation de le faire. Ils estimaient que la transparence était un pilier fondamental de l'OMC, et pas seulement les accords, ententes et décisions relevant du Conseil du commerce des marchandises (CCM). Ils ont pris note du libellé de la proposition découlant de la douzième Conférence ministérielle, qui permettait l'expansion des travaux dans ce domaine, si les Membres en décidaient ainsi. Il y avait aussi un libellé dans lequel il était demandé au Conseil général d'examiner, après trois ans, si les modifications techniques apportées à la suite des recommandations du groupe de travail avaient fait une différence en ce qui concerne la transparence et le respect des obligations de notification. Le Conseil général avait aussi la possibilité d'exiger que des travaux supplémentaires soient entrepris dans ce domaine, si nécessaire. Il est important de noter que la proposition reste axée sur un processus ascendant, inclusif, conduit par les Membres, sous la direction d'un groupe de travail ouvert à tous les Membres, qui identifierait et recommanderait des améliorations à apporter aux processus et aux procédures de notification qui profiteraient à l'ensemble des Membres. Au cours des dernières semaines, la proposition avait recueilli un grand nombre d'appuis supplémentaires, ce qui portait à 29 le nombre total de coauteurs. La proposition constituait un plan pratique et graduel visant à améliorer les pratiques de notification et à faire progresser de manière significative la réforme de l'OMC. Au nom des coauteurs de la proposition, les États-Unis se félicitaient de l'appui que les Membres avaient apporté à cette initiative.

2.6. La représentante de la République de Moldova a remercié les États-Unis pour leur initiative sur la transparence et a indiqué que Moldova s'y était jointe en tant que coauteur et encourageait les autres Membres à le faire. Moldova estimait que l'initiative permettrait d'améliorer son respect des obligations en matière de notification à l'OMC.

2.7. La représentante de l'Union européenne s'est aussi félicitée de l'augmentation du nombre de notifications présentées au Comité et des réponses aux questions posées concernant ces notifications. Cela démontrait que le Comité travaillait de mieux en mieux. En tant que coauteur, conjointement avec les États-Unis et d'autres Membres, l'UE a demandé à tous les Membres de s'associer à la proposition concernant la transparence afin d'assurer une plus grande conformité avec les règles de l'OMC et elle a invité les Membres qui n'avaient pas encore présenté leurs notifications de le faire et de demander à l'OMC une assistance technique spécifique à cet égard.

2.8. Le représentant du Royaume-Uni a dit que l'invasion de l'Ukraine était une violation flagrante du droit international, qui frappait au cœur même de la coopération internationale, s'agissant des questions douanières ou de quoi que ce soit d'autre. De l'avis du Royaume-Uni, il n'était tout simplement pas possible d'agir comme si de rien n'était avec les pays qui avaient participé à ces violations flagrantes des principes des Nations Unies. Le Royaume-Uni a dit qu'il était pleinement solidaire avec l'Ukraine.

2.9. La représentante de l'Union européenne a indiqué que, lors de la réunion informelle du Conseil général, comme dans toutes les instances de l'OMC, l'UE avait déjà condamné, avec la plus grande fermeté, l'agression russe contre l'Ukraine. L'UE a aussi renvoyé à la déclaration conjointe expliquant les mesures qu'elle et d'autres partenaires adoptaient contre la Russie. Elle entendait prendre d'autres mesures pour aider l'Ukraine et sanctionner la Russie. En raison de l'invasion de l'Ukraine, le commerce des marchandises en Ukraine et depuis ce pays était fortement perturbé. L'UE était extrêmement préoccupée par l'incidence sur le commerce de l'agression illégale, préméditée, non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine par la Fédération de Russie, particulièrement en ce qui concerne l'approvisionnement de plusieurs produits de base, notamment de produits agricoles et d'engrais. La situation en matière de sécurité alimentaire était déjà dramatique pour les personnes directement concernées en Ukraine. Les conséquences de l'agression russe ont sérieusement entravé l'accès aux denrées alimentaires, en particulier dans certains pays importateurs nets de produits alimentaires. Les activités de transit et les activités douanières étaient profondément touchées. L'UE a fermement rejeté la tentative de la Russie d'imputer aux sanctions internationales l'imminence de la crise alimentaire qui était directement causée par les agressions de la Russie contre l'Ukraine et son peuple. Elle a dit qu'elle et ses États membres étaient pleinement solidaires de l'Ukraine et de son peuple.

2.10. La représentante des États-Unis a remercié les Membres pour leurs déclarations et a réaffirmé le soutien résolu de son pays à l'Ukraine et à son peuple pendant cette période sans précédent. Les États-Unis ont dit qu'ils condamnaient l'attaque préméditée et non provoquée contre l'Ukraine et le peuple ukrainien et demandaient à la Russie de cesser immédiatement d'user de la force contre l'Ukraine et de s'abstenir de recourir illicitement à la menace ou à l'emploi de la force contre tout

Membre. Les actes de la Russie étaient incompatibles avec le système fondé sur des règles que les Membres avaient bâti et qu'ils s'employaient à améliorer. Les États-Unis ont ajouté qu'en menant une guerre d'agression contre l'Ukraine, la Russie avait adopté une conduite qui portait atteinte aux droits de ce pays dans le cadre de l'OMC et qui était fondamentalement incompatible avec les valeurs et principes de l'Organisation.

2.11. Le représentant du Canada a condamné les actions militaires menées par la Fédération de Russie contre le territoire et le peuple souverains de l'Ukraine. Le Canada a dit que les actions de la Russie empêchaient la reprise économique mondiale après la COVID-19 et avaient une incidence défavorable sur la sécurité alimentaire mondiale. Il a dit que l'OMC existait en tant qu'organisation fondée sur des règles et que la guerre injustifiée et les autres actions illégales menées par la Russie démontraient un mépris total des principes les plus fondamentaux du droit international. Il a ajouté qu'il continuerait à travailler en étroite collaboration avec ses alliés et partenaires, y compris l'Ukraine, afin de promouvoir la paix et la sécurité pour tous les États et leurs citoyens.

2.12. La représentante du Japon souhaite reprendre à son compte les interventions précédentes sur l'invasion russe et s'y associer. Le Japon considérait que l'agression de la Russie contre l'Ukraine était une atteinte manifeste à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et constituait une grave violation de la Charte des Nations Unies, qui interdisait tout recours à la force. En outre, il s'agissait d'une tentative de changer unilatéralement le statu quo par la force, remettant ainsi en cause le fondement de l'ordre international sur lequel reposait l'OMC. Le Japon n'avait aucune tolérance pour une telle tentative. Il a condamné l'agression de la Russie avec la plus grande fermeté et exhortait la Russie à cesser ses opérations militaires en Ukraine et à rapatrier immédiatement ses forces armées en Russie. Il a dit qu'il était solidaire de l'Ukraine et de son peuple et qu'il continuait de coopérer avec les membres de la communauté internationale pour améliorer la situation.

2.13. Le représentant de l'Australie s'est associé aux autres délégations pour condamner l'invasion non provoquée, injuste et illégale lancée par la Russie contre l'Ukraine. L'Australie considérait que les actions de la Russie constituaient une violation flagrante du droit international, y compris de la Charte des Nations Unies. Elle soutenait la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et demandait à la Russie de retirer immédiatement ses forces armées du territoire ukrainien.

2.14. Le représentant de la République de Corée s'est associé aux observations formulées par les intervenants précédents sur la situation en Ukraine, y compris leur évaluation de la situation et de ses répercussions. La Corée a dit que, comme d'autres délégations, elle condamnait aussi fermement l'invasion armée de l'Ukraine par la Russie et la violation des principes de la Charte des Nations Unies. En effet, elle considérait que la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Ukraine devaient être respectées. En plus de provoquer une catastrophe humanitaire, l'invasion perturbait aussi le système commercial mondial. Par conséquent, la Corée demandait la cessation immédiate de l'action militaire de la Russie en Ukraine.

2.15. La représentante de la République de Moldova a fermement condamné l'agression russe contre l'Ukraine et a exprimé le soutien de son pays au peuple ukrainien et sa solidarité avec ce dernier pendant cette période difficile. Moldova a fait part de ses graves préoccupations concernant les conséquences de la guerre sur le bien-être de la population locale ainsi que sur l'économie nationale ukrainienne. L'économie moldave était également durement touchée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement et des marchés commerciaux provoquées par l'arrêt des exportations et importations dans la région de la CEI et par la forte flambée des prix des produits de base et des services en raison de la guerre. Moldova offrait tout le soutien nécessaire aux Ukrainiens qui fuyaient la guerre.

2.16. La représentante de la Fédération de Russie a estimé que les déclarations faites à ce sujet sortaient largement du cadre de l'ordre du jour de la réunion. La Russie demandait aux délégations d'éviter de telles discussions politiques et de s'abstenir de fournir de faux renseignements.

2.17. Le Comité a pris note des renseignements et des déclarations.

2.1.1 Afghanistan

2.18. Le Président a rappelé qu'il avait été convenu, lors de la précédente réunion du Comité, de revenir sur la notification par l'Afghanistan de sa législation nationale, qui avait été distribuée dans le document G/VAL/N/1/AFG/1. Le Canada avait posé ses questions dans le document G/VAL/Q/AFG/1.

2.19. Le représentant du Canada a dit que son pays attendait avec intérêt de recevoir les réponses de l'Afghanistan à ses questions.

2.20. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la notification de l'Afghanistan à sa réunion suivante.

2.1.2 Belize

2.21. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de revenir sur la notification relative à la législation nationale du Belize et sur ses réponses à la liste de questions, qui avaient été distribuées sous les cotes G/VAL/N/1/BLZ/1 et G/VAL/N/2/BLZ/1. Les dernières questions posées par les États-Unis avaient été distribuées sous la cote G/VAL/W/330, et le Belize y avait répondu dans le document G/VAL/Q/BLZ/1. Après la distribution de l'ordre du jour, le Belize avait également envoyé une communication additionnelle qui sera distribuée aux Membres.

2.22. La représentante des États-Unis a indiqué que le projet de loi sur l'harmonisation douanière de la CARICOM et sa réglementation devraient être achevés d'ici à la fin de 2021 et avait souligné que la pandémie avait eu des incidences sur l'examen. Les États-Unis ont également remercié le Belize pour sa communication additionnelle et ont exprimé le souhait de recevoir tout renseignement par écrit ainsi que des renseignements actualisés concernant la date à laquelle les mesures seraient notifiées au Comité.

2.23. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur les notifications du Belize à sa réunion suivante.

2.1.3 Bénin

2.24. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de revenir sur la notification relative à la législation nationale du Bénin, qui avait été distribuée dans le document G/VAL/N/1/BEN/1. Après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/Q/BEN/1.

2.25. La représentante des États-Unis a remercié le Bénin pour la notification relative à sa législation nationale sur l'évaluation en douane et a indiqué que son pays avait présenté trois questions complémentaires concernant l'absence dans la législation de valeur transactionnelle correspondant à des marchandises identiques et marchandises similaires, ainsi qu'une demande d'éclaircissements sur les déductions des coûts du transport et de l'assurance. Les États-Unis ont indiqué qu'ils souhaitaient recevoir la réponse par écrit du Bénin et ont encouragé le Bénin à présenter ses réponses à la liste de questions.

2.26. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur la notification du Bénin à sa réunion suivante.

2.1.4 État plurinational de Bolivie

2.27. Le Président a appelé l'attention du Comité sur la notification de l'État plurinational de Bolivie concernant sa liste de questions, qui avait été distribuée dans le document G/VAL/N/2/BOL/1.

2.28. La représentante des États-Unis a remercié l'État plurinational de Bolivie pour ses réponses à la liste de questions. Les États-Unis ont noté que la Bolivie avait identifié plusieurs textes législatifs sur l'évaluation en douane qui n'avaient pas été notifiés au Comité et ils ont exhorté la Bolivie à présenter les textes législatifs en question, qui étaient essentiels pour le processus d'examen et pour que la Bolivie respecte ses obligations de notification au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Ils ont dit qu'ils présenteraient toute question par écrit avant la réunion suivante du Comité.

2.29. La représentante de l'Union européenne a remercié l'État plurinational de Bolivie pour sa notification, que l'UE était en train d'analyser. L'UE a ajouté qu'elle pourrait avoir des questions complémentaires écrites avant la réunion suivante du Comité.

2.30. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la notification de l'État plurinational de Bolivie à sa réunion suivante.

2.1.5 Burundi

2.31. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de revenir sur la notification relative à la législation nationale du Burundi, qui avait été distribuée dans le document G/VAL/N/1/BDI/1. Les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/W/361.

2.32. La représentante des États-Unis a remercié le Burundi d'avoir notifié la révision de 2008 de la Loi de la Communauté de l'Afrique de l'Est sur l'administration des douanes comme étant sa législation nationale sur l'évaluation en douane. Les États-Unis encourageaient le Burundi à présenter ses réponses à la liste de questions et attendaient avec intérêt de recevoir des réponses écrites aux questions qui avaient été posées dans le document G/VAL/W/361.

2.33. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur la notification du Burundi à sa réunion suivante.

2.1.6 Colombie

2.34. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative aux modifications apportées à la législation nationale de la Colombie, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/1/COL/4, et des réponses modifiées de celle-ci à la liste de questions, qui avaient été distribuées sous la cote G/VAL/N/2/COL/3. L'Union européenne avait posé des questions dans le document G/VAL/Q/COL/1 et, après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/Q/COL/2.

2.35. La représentante de l'Union européenne a remercié la Colombie pour sa législation modifiée et sa liste de questions et a indiqué que l'UE avait reçu les réponses de la Colombie à ses questions, qu'elle était en train d'examiner.

2.36. La représentante des États-Unis s'est réjouie de la notification relative à la législation nationale actualisée sur l'évaluation en douane de la Colombie, ainsi que de sa réponse à la liste de questions. Les États-Unis avaient examiné les deux notifications et avaient récemment posé plusieurs questions dans le document G/VAL/Q/COL/2 pour obtenir des précisions sur la mise en œuvre par la Colombie de l'Accord sur l'évaluation en douane, y compris sur son utilisation de prix de référence, et sur les prescriptions relatives à une déclaration de valeur détaillée. Ils attendaient avec intérêt de recevoir la réponse écrite de la Colombie.

2.37. Le représentant de la Colombie a remercié l'Union européenne et les États-Unis pour leur intérêt et leurs questions. La Colombie a dit qu'elle avait envoyé ses réponses à l'UE et qu'elle analysait actuellement les questions reçues des États-Unis et y répondrait en temps voulu.

2.38. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur les notifications de la Colombie à sa réunion suivante.

2.1.7 République dominicaine

2.39. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative aux modifications apportées à la législation nationale de la République dominicaine, qui figure dans le document G/VAL/N/1/DOM/2, et des réponses de celle-ci à la liste de questions, qui figurent dans le document G/VAL/N/2/DOM/1. Les États-Unis avaient depuis posé des questions dans le document G/VAL/Q/DOM/1, auxquelles la République dominicaine avait répondu dans le document G/VAL/Q/DOM/2.

2.40. La représentante des États-Unis s'est félicitée des réponses fournies par la République dominicaine dans le document G/VAL/Q/DOM/2 et a dit que son pays n'avait pas d'autres questions pour le moment.

2.41. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de conclure l'examen des notifications de la République dominicaine.

2.1.8 El Salvador

2.42. Le Président a appelé l'attention du Comité sur la notification relative à la législation douanière nationale d'El Salvador, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/1/SLV/1, et sur ses réponses à la liste de questions, qui avaient été distribuées sous la cote G/VAL/N/2/SLV/1. Après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/Q/SLV/1.

2.43. La représentante des États-Unis a remercié El Salvador pour sa notification relative à sa législation nationale sur l'évaluation en douane, ainsi que pour ses réponses à la liste de questions. Les États-Unis ont dit qu'ils avaient examiné les deux notifications et avaient récemment présenté plusieurs questions complémentaires dans le document G/VAL/Q/SLV/1, pour obtenir plus de renseignements sur l'application par El Salvador de déclarations de valeur, son utilisation d'une base de données de valeurs, sa publication des taux de change, et son processus de mise en circulation des marchandises lorsque la détermination de l'évaluation en douane n'était pas encore faite.

2.44. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur les notifications d'El Salvador à sa réunion suivante.

2.1.9 Union européenne

2.45. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative aux modifications apportées à sa législation de l'Union européenne, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/1/EU/1. La Chine avait posé des questions dans le document G/VAL/Q/EU/1.

2.46. La représentante de la Chine a remercié l'Union européenne pour sa notification relative à sa législation concernant la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Après un examen attentif, la Chine avait présenté des questions qui avaient été inscrites et distribuées aux Membres dans le document G/VAL/Q/EU/1. Elle attendait avec intérêt de recevoir les réponses de l'Union européenne à ces questions.

2.47. La représentante de l'Union européenne a remercié la Chine pour ses questions et a indiqué que l'UE y répondrait en temps voulu.

2.48. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la notification de l'Union européenne à sa réunion suivante.

2.1.10 Gambie

2.49. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale de la Gambie, qui avait été distribuée dans les documents G/VAL/N/1/GMB/1 et G/VAL/N/1/GMB/1/Add.1, ainsi que de ses réponses à la liste de questions, qui figurent dans le document G/VAL/N/2/GMB/1. Les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/W/376, auxquelles la Gambie avait répondu dans le document G/VAL/Q/GMB/1. Après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions complémentaires dans le document G/VAL/Q/GMB/2.

2.50. La représentante des États-Unis a remercié la Gambie pour les réponses aux questions de son pays, qui avaient été distribuées sous la cote G/VAL/Q/GMB/1. Les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient aussi présenté plusieurs questions complémentaires dans le document G/VAL/Q/GMB/2, et qu'ils attendaient de recevoir les réponses de la Gambie à ces questions.

2.51. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur les notifications de la Gambie à sa réunion suivante.

2.1.11 Géorgie

2.52. Le Président a appelé l'attention du Comité sur la notification concernant la législation douanière de la Géorgie présentée dans le document G/VAL/N/1/GEO/2.

2.53. La représentante des États-Unis a remercié la Géorgie d'avoir mis à jour sa notification relative à la législation douanière nationale. Les États-Unis ont dit qu'ils étaient encore en train d'examiner la notification et qu'ils présenteraient toutes questions éventuelles avant la réunion suivante du Comité.

2.54. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur la notification de la Géorgie à sa réunion suivante.

2.1.12 Guinée

2.55. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale de la Guinée, qui avait été distribuée dans le document G/VAL/N/1/GIN/1. Les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/W/266.

2.56. La représentante des États-Unis a indiqué que son pays avait posé des questions à la Gambie dans le document G/VAL/W/266, afin d'obtenir des éclaircissements sur la mise en œuvre par celle-ci de l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Par ailleurs, les États-Unis relevaient que la Guinée n'avait pas encore communiqué ses réponses à la liste de questions. Les États-Unis exhortaient la Guinée à communiquer ses réponses le plus tôt possible.

2.57. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur la notification de la Guinée à sa réunion suivante.

2.1.13 Guatemala

2.58. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la liste de questions du Guatemala, qui avait été distribuée dans le document G/VAL/N/2/GTM/1. Les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/Q/GTM/1, auxquelles le Guatemala avait répondu dans le document G/VAL/Q/GTM/2. Après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions complémentaires dans le document G/VAL/Q/GTM/3.

2.59. La représentante des États-Unis a remercié le Guatemala pour les réponses qu'il avait fournies dans le document G/VAL/Q/GTM/1. Les États-Unis avaient encore des questions, qu'ils avaient présentées dans le document G/VAL/Q/GTM/3, et ils attendaient avec intérêt de recevoir une réponse écrite à ces questions.

2.60. Le représentant du Guatemala a remercié les États-Unis pour leurs questions et a dit que son pays distribuerait une réponse officielle de la capitale dès qu'il la recevrait.

2.61. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la notification du Guatemala à sa réunion suivante.

2.1.14 Honduras

2.62. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale du Honduras et de ses réponses à la liste de questions, qui avaient été distribuées sous les cotes G/VAL/N/1/HND/1 et G/VAL/N/2/HND/1. Les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/Q/HND/1, et le Honduras y avait répondu dans le document G/VAL/Q/HND/2. Après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions complémentaires dans le document G/VAL/Q/HND/3.

2.63. La représentante des États-Unis a remercié le Honduras pour ses réponses aux questions de son pays. En outre, les États-Unis attendaient avec intérêt de recevoir les réponses écrites du Honduras à leurs questions additionnelles, présentées récemment dans le document G/VAL/Q/HND/3.

2.64. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur les notifications du Honduras à sa réunion suivante.

2.1.15 Islande

2.65. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la révision de la législation de l'Islande, qui avait été distribuée dans le document G/VAL/N/1/ISL/2. L'Union européenne avait présenté des questions dans le document G/VAL/Q/ISL/1, auxquelles l'Islande avait répondu dans le document G/VAL/Q/ISL/2.

2.66. La représentante de l'Union européenne a remercié l'Islande pour ses réponses et a dit que l'UE n'avait pas d'autres questions pour le moment.

2.67. La représentante des États-Unis a remercié l'Islande d'avoir présenté une notification actualisée relative à sa législation nationale sur l'évaluation en douane et a indiqué que les États-Unis examinaient encore cette notification et qu'ils présenteraient toute question par écrit avant la réunion suivante du Comité.

2.68. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la notification de l'Islande à sa réunion suivante.

2.1.16 Inde

2.69. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la révision de la législation de l'Inde, distribuée sous la cote G/VAL/N/1/IND/4, ainsi que de ses réponses révisées à la liste de questions, distribuées sous la cote G/VAL/N/2/IND/2. À l'ordre du jour du Comité figuraient des questions posées par les États-Unis, le Canada et l'Union européenne, qui avaient été distribuées sous les cotes G/VAL/W/338, G/VAL/W/339 et G/VAL/W/379 respectivement. L'Inde avait communiqué ses réponses aux questions des États-Unis et du Canada dans les documents G/VAL/Q/IND/2 et G/VAL/Q/IND/3, et la Chine avait posé ses questions dans le document G/VAL/Q/IND/1. Après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions complémentaires dans le document G/VAL/Q/IND/4.

2.70. La représentante de la Chine a remercié l'Inde pour sa notification relative à sa législation nationale concernant la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane. À cet égard, la Chine attendait avec intérêt de recevoir la réponse de l'Inde aux questions qu'elle a distribuées dans le document G/VAL/Q/IND/1.

2.71. Le représentant du Canada a remercié l'Inde pour les réponses à ses questions.

2.72. La représentante de l'Union européenne a remercié l'Inde pour les réponses qu'elle avait fournies pendant la dernière réunion et a dit que l'UE n'avait pour l'heure pas d'autres questions.

2.73. La représentante des États-Unis a remercié l'Inde pour sa réponse aux questions initiales de son pays et a indiqué que ce dernier attendait avec intérêt de recevoir la réponse écrite de l'Inde aux questions additionnelles qu'il avait communiquées récemment.

2.74. Le représentant de l'Inde a remercié les délégations pour leur intérêt et a indiqué que son pays avait déjà présenté ses réponses aux questions posées par les États-Unis et le Canada. En ce qui concernait les questions de l'Union européenne, l'Inde avait fourni les renseignements pertinents dans le document distribué sous la cote G/VAL/N/1/IND/4, y compris le texte de ses notifications, à savoir la Notification n° 94/2007, qui décrivait le règlement de l'Inde sur l'évaluation en douane de 2007, et la Notification n° 91/2017, qui portait modification de ce règlement. Elle demandait à l'UE de se reporter à ces notifications. Pour ce qui était des questions de la Chine, l'Inde précisait qu'elles avaient été transmises à New Delhi et qu'une réponse serait communiquée en temps voulu.

2.75. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur les notifications de l'Inde à sa réunion suivante.

2.1.17 Israël

2.76. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative aux réponses d'Israël à la liste de questions, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/2/ISR/1. Les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/Q/ISR/1, auxquelles Israël avait répondu dans le document G/VAL/Q/ISR/2.

2.77. La représentante des États-Unis a remercié Israël pour la réponse aux questions de son pays figurant dans le document G/VAL/Q/ISR/2 et a dit que ce dernier examinait la notification et communiquerait toute question complémentaire par écrit avant la réunion suivante du Comité.

2.78. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur la notification d'Israël à sa réunion suivante.

2.1.18 Kazakhstan

2.79. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale du Kazakhstan, qui avait été distribuée sous les cotes G/VAL/N/1/KAZ/1 et G/VAL/N/1/KAZ/2. Les États-Unis avaient posé des questions dans les documents G/VAL/W/302 et G/VAL/W/343, auxquelles le Kazakhstan avait répondu dans le document G/VAL/Q/KAZ/1.

2.80. La représentante des États-Unis a remercié le Kazakhstan pour ses réponses et a dit que son pays n'avait pour l'heure pas d'autres questions.

2.81. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de conclure l'examen des notifications du Kazakhstan.

2.1.19 République kirghize

2.82. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la révision de la législation de la République kirghize, distribuée sous la cote G/VAL/N/1/KGZ/2. Les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/W/341, auxquelles la République kirghize avait répondu dans le document G/VAL/W/371.

2.83. La représentante des États-Unis a remercié la République kirghize pour ses réponses et a dit que son pays n'avait pour l'heure pas d'autres questions.

2.84. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de conclure l'examen de la notification de la République kirghize.

2.1.20 Malawi

2.85. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale du Malawi et de ses réponses à la liste de questions, qui avaient été distribuées sous les cotes G/VAL/N/1/MWI/2 et G/VAL/N/2/MWI/1. Les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/W/303.

2.86. La représentante des États-Unis a indiqué que, suite à la notification relative à la législation nationale sur l'évaluation en douane du Malawi, son pays avait posé des questions dans le document G/VAL/W/303 et attendait avec intérêt de recevoir des réponses écrites du Malawi dès que possible.

2.87. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur les notifications du Malawi à sa réunion suivante.

2.1.21 Mongolie

2.88. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale de la Mongolie, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/1/MNG/1. L'Union européenne avait posé des questions dans le document G/VAL/Q/MNG/1, et, après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/Q/MNG/2.

2.89. La représentante de l'Union européenne a remercié la Mongolie pour sa notification relative à sa législation et a rappelé que sa délégation lui avait posé des questions auxquelles elle souhaitait recevoir une réponse.

2.90. La représentante des États-Unis a remercié la Mongolie d'avoir notifié sa législation nationale et a dit que son pays avait examiné la notification et avait présenté à la Mongolie plusieurs questions auxquelles il souhaitait recevoir une réponse.

2.91. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la notification de la Mongolie à sa réunion suivante.

2.1.22 Namibie

2.92. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative aux réponses de la Namibie à la liste de questions, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/2/NAM/1. Les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/Q/NAM/1.

2.93. La représentante des États-Unis a remercié la Namibie d'avoir communiqué ses réponses à la liste de questions et a indiqué que son pays avait posé plusieurs questions à celle-ci et espérait recevoir des réponses écrites dès que possible.

2.94. Le représentant de la Namibie a remercié les États-Unis pour l'intérêt qu'ils portaient à la notification de son pays et a indiqué que celui-ci communiquerait ses réponses par écrit avant la réunion suivante du Comité.

2.95. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la notification de la Namibie à sa réunion suivante.

2.1.23 Népal

2.96. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale du Népal, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/1/NPL/1. Les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/W/301, auxquelles le Népal avait répondu dans le document G/VAL/Q/NPL/1.

2.97. La représentante des États-Unis a remercié le Népal pour ses réponses aux questions de son pays et a dit que son pays présenterait toutes questions complémentaires éventuelles avant la réunion suivante du Comité. Les États-Unis exhortaient aussi le Népal à présenter ses réponses à la liste de questions dès que possible.

2.98. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la notification du Népal à sa réunion suivante.

2.1.24 Niger

2.99. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale du Niger, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/1/NER/1. Les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/W/358, auxquelles le Niger avait répondu dans le document G/VAL/Q/NER/1.

2.100. La représentante des États-Unis a remercié le Niger pour ses réponses aux questions de son pays, qui figurent dans le document G/VAL/Q/NER/1. Les États-Unis ont dit qu'ils n'avaient pas d'autres questions concernant ces réponses. Dans le même temps, ils exhortaient le Niger à répondre à la liste de questions le plus tôt possible.

2.101. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de conclure l'examen de la notification du Niger.

2.1.25 Nigéria

2.102. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale du Nigéria et de ses réponses à la liste de questions, qui avaient été distribuées sous les cotes G/VAL/N/1/NGA/1 et G/VAL/N/2/NGA/1. Les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/W/356.

2.103. La représentante des États-Unis a remercié le Nigéria d'avoir répondu à une précédente série de questions, après laquelle son pays avait posé des questions additionnelles dans le document G/VAL/W/356 afin d'obtenir des éclaircissements supplémentaires, notamment sur la révision de la Loi sur l'Administration des douanes nigérianes de 2013. Les États-Unis ont indiqué qu'ils attendaient avec intérêt de recevoir la réponse écrite du Nigéria.

2.104. Le représentant du Nigéria a remercié les États-Unis pour l'intérêt qu'ils avaient porté aux politiques de son pays et a indiqué que l'Assemblée nationale avait adopté un projet de loi révisé sur la gestion des droits de douane et d'accise, qui était actuellement en attente de l'approbation du Président. Le projet de loi avait été mis à la disposition des parties prenantes du Nigéria, y compris les importateurs et les exportateurs, les fabricants, les agents, les transporteurs, les banquiers, les sociétés civiles et les ministères, départements et organismes. Les négociants et autres parties prenantes avaient eu amplement l'occasion de formuler des observations sur le projet de loi, et l'Assemblée nationale avait aussi tenu des auditions publiques avant sa finalisation. Le Nigéria a ajouté que, si le Président donnait son approbation et que le projet de loi était adopté, cette loi serait notifiée dans les moindres délais au Secrétariat de l'OMC.

2.105. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur les notifications du Nigéria à sa réunion suivante.

2.1.26 Paraguay

2.106. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative aux réponses du Paraguay à la liste de questions, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/2/PRY/1. Les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/Q/PRY/1, auxquelles le Paraguay avait répondu dans le document G/VAL/Q/PRY/3. L'Union européenne avait aussi posé des questions dans le document G/VAL/Q/PRY/2.

2.107. La représentante de l'Union européenne a remercié le Paraguay pour sa notification et a indiqué que l'UE lui avait posé une question à laquelle elle souhaitait recevoir une réponse.

2.108. La représentante des États-Unis a remercié le Paraguay d'avoir communiqué ses réponses à la liste de questions et d'avoir répondu aux questions de son pays. Les États-Unis ont indiqué qu'ils étaient en train d'examiner ces réponses et qu'ils présenteraient par écrit toutes questions complémentaires qu'ils pourraient avoir avant la réunion suivante.

2.109. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la notification du Paraguay à sa réunion suivante.

2.1.27 Fédération de Russie

2.110. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation de la Fédération de Russie, qui avait été distribuée sous les cotes G/VAL/N/1/RUS/4, G/VAL/N/1/RUS/4/Add.1 et G/VAL/N/1/RUS/5. Les réponses de la Fédération de Russie à la liste de questions avaient été distribuées sous la cote G/VAL/N/2/RUS/1. Les États-Unis, l'Union européenne et la Chine avaient posé des questions dans les documents G/VAL/W/360, G/VAL/Q/RUS/1 et G/VAL/Q/RUS/2, respectivement.

2.111. La représentante de la Chine a remercié la Fédération de Russie pour sa notification relative à sa législation nationale sur l'évaluation en douane. Après avoir examiné la notification, la Chine avait présenté des questions dans le document G/VAL/Q/RUS/2 et elle attendait avec intérêt de recevoir les réponses de la Russie à ces questions.

2.112. La représentante de la Fédération de Russie a remercié la Chine pour l'intérêt qu'elle portait à la politique commerciale russe et a dit que ses questions étaient examinées et que des réponses seraient apportées en temps voulu.

2.113. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur les notifications de la Fédération de Russie à sa réunion suivante.

2.1.28 Rwanda

2.114. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale du Rwanda et de ses réponses à la liste de questions, qui avaient été distribuées sous les cotes G/VAL/N/1/RWA/1 et G/VAL/N/2/RWA/1. Les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/W/215, auxquelles le Rwanda avait répondu dans le document G/VAL/W/368.

2.115. La représentante des États-Unis a remercié le Rwanda pour ses réponses distribuées sous la cote G/VAL/W/368 et a dit que son pays n'avait pas d'autres questions pour le moment.

2.116. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de conclure l'examen des notifications du Rwanda.

2.1.29 Saint-Kitts-et-Nevis

2.117. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale de Saint-Kitts-et-Nevis, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/1/KNA/1. Après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/Q/KNA/1.

2.118. La représentante des États-Unis a remercié Saint-Kitts-et-Nevis pour sa notification relative à sa législation nationale sur l'évaluation en douane et a demandé des précisions sur les dispositions de sa législation nationale qui incorporaient les articles 9 à 13 et 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane, et sur les notes interprétatives. Les États-Unis ont dit qu'ils avaient présenté des questions et qu'ils attendaient avec intérêt de recevoir les réponses écrites de Saint-Kitts-et-Nevis. Ils lui demandaient aussi instamment de répondre à la liste de questions.

2.119. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur la notification de Saint-Kitts-et-Nevis à sa réunion suivante.

2.1.30 Îles Salomon

2.120. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale des Îles Salomon, qui avait été distribuée sous les cotes G/VAL/N/1/SLB/1 et G/VAL/N/1/SLB/1/Add.1. Les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/W/375.

2.121. La représentante des États-Unis a remercié les Îles Salomon pour leurs réponses précédentes aux questions de son pays et a indiqué que celui-ci avait depuis posé des questions additionnelles dans le document G/VAL/W/375. Les États-Unis demandaient instamment aux Îles Salomon de présenter leurs réponses à la liste de questions et ils attendaient avec intérêt de recevoir une réponse écrite à leurs questions.

2.122. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur la notification des Îles Salomon à sa réunion suivante.

2.1.31 Sri Lanka

2.123. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale de Sri Lanka et de ses réponses à la liste de questions, qui avaient été distribuées sous les cotes G/VAL/N/1/LKA/1, G/VAL/N/1/LKA/1/Corr.1, et G/VAL/N/2/LKA/1. Les États-Unis avaient communiqué des questions dans le document G/VAL/W/313, auxquelles Sri Lanka avait répondu dans le document G/VAL/W/320. Les États-Unis avaient posé des questions complémentaires dans le document G/VAL/W/328.

2.124. La représentante des États-Unis a remercié Sri Lanka d'avoir répondu aux questions de son pays dans le G/VAL/W/320. Néanmoins, les États-Unis restaient préoccupés par l'apparente utilisation par Sri Lanka de prix limités en vertu de notifications publiées au Journal officiel et ils avaient présenté des questions complémentaires dans le document G/VAL/W/328, pour lesquelles ils attendaient une réponse écrite.

2.125. Le représentant de Sri Lanka a remercié les États-Unis de l'intérêt qu'ils portaient à la législation de son pays sur l'évaluation en douane. La législation en cause était principalement applicable à certaines marchandises qui figurent dans le chapitre 87 du SH, qui couvre certains véhicules automobiles. Le profil tarifaire de Sri Lanka dans le chapitre 87 du SH contenait des éléments qui étaient en franchise de droits et d'autres qui ne bénéficiaient pas de la franchise de droits. Parmi les droits qui ne bénéficiaient pas de la franchise de droits, il y avait des droits *ad valorem* et des droits non *ad valorem*. En ce qui concerne les catégories de droits non *ad valorem*, certains droits étaient spécifiques et d'autres mixtes. Si l'on examinait la composition en pourcentages, 598 lignes tarifaires au total sur les 712 lignes tarifaires, soit près de 84%, étaient visées par la notification publiée au Journal officiel n° 1971/10 du 14 juin 2016, qui faisait l'objet de la législation sur l'évaluation en douane. Sur ces 598 lignes tarifaires, 468, ou 78% de ces lignes tarifaires, étaient soumises au droit de douane général et n'étaient pas en franchise de droits. Sur ce nombre, près de 454, ou 76% des 598 lignes tarifaires, étaient soumises à des droits *ad valorem* et seulement 14, ou 2,3% des 598 lignes tarifaires, étaient soumises à des droits non *ad valorem* (droits mixtes). Seuls les droits *ad valorem* et les droits mixtes entraient dans le champ de l'Accord sur l'évaluation en douane. Il a été conseillé aux autorités sri-lankaises de procéder à une analyse juridique approfondie de la méthode définie dans la sous-section 1) B) de la notification publiée au Journal officiel n° 1971/10, évaluée par rapport aux dispositions pertinentes de l'Étude 1.1 et du supplément de l'Étude 1.1 de l'OMD sur le traitement à appliquer aux véhicules automobiles usagés, afin de déterminer si les préoccupations exprimées par les États-Unis, à savoir que Sri Lanka avait fixé une valeur en douane minimale pour les véhicules automobiles usagés au sens de l'article 7.2 f) de l'Accord sur l'évaluation en douane, étaient justifiées. L'étude en question donnait des indications sur la manière de déterminer la valeur en douane des véhicules automobiles usagés, question qui semblait poser problème aux autorités douanières. Plus précisément, le problème se posait lorsqu'une partie importait un véhicule usagé. Le seuil actuel de 85% de la valeur transactionnelle d'un véhicule neuf similaire ou identique applicable dans le pays d'exportation de ce véhicule, inclus dans la notification publiée dans le Journal officiel, était considéré comme une tentative d'incorporer certains aspects du document de l'OMD. Il faudrait peut-être perfectionner la législation en revoyant ce seuil pour tenir compte de l'âge du véhicule usagé ou du kilométrage parcouru avant son importation à Sri Lanka. En raison des problèmes logistiques, dus à des problèmes existants, rencontrés à Sri Lanka par toutes les parties concernées, les consultations n'étaient pas encore terminées. Dès que Sri Lanka aura pu obtenir les résultats de ces consultations, il continuerait de dialoguer avec la délégation des États-Unis sur cette question.

2.126. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur les notifications de Sri Lanka à sa réunion suivante.

2.1.32 Togo

2.127. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale du Togo, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/1/TGO/1. Le Canada avait posé des questions dans le document G/VAL/W/340, auxquelles le Togo avait répondu dans le document G/VAL/W/370. Les États-Unis avaient aussi posé des questions dans le document G/VAL/W/372.

2.128. La représentante des États-Unis a remercié le Togo pour sa notification relative à sa législation nationale sur l'évaluation en douane. Les États-Unis avaient examiné cette notification et avaient posé leurs questions au Togo dans le document G/VAL/W/372. Ils encourageaient celui-ci à répondre à la liste de questions et attendaient avec intérêt de recevoir sa réponse écrite à leurs questions.

2.129. Le représentant du Togo a dit que les questions des États-Unis avaient été transmises à la capitale de son pays et que celui-ci communiquerait les réponses par écrit aux États-Unis dès qu'il les aurait reçues.

2.130. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la notification du Togo à sa réunion suivante.

2.1.33 Tonga

2.131. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative aux réponses des Tonga à la liste de questions, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/2/TON/1. Les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/W/373.

2.132. La représentante des États-Unis a remercié les Tonga d'avoir communiqué leurs réponses à la liste de questions. Les États-Unis avaient examiné les notifications des Tonga et posé leurs questions dans le document G/VAL/W/373. Ils attendaient avec intérêt de recevoir les réponses écrites des Tonga.

2.133. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur la notification des Tonga à sa réunion suivante.

2.1.34 Royaume-Uni

2.134. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de reprendre l'examen de la notification relative à la législation nationale du Royaume-Uni et de ses réponses à la liste de questions, qui avaient été distribuées sous les cotes G/VAL/N/1/GBR/1 et G/VAL/N/2/GBR/1. L'Union européenne avait posé des questions dans le document G/VAL/W/378, auxquelles le Royaume-Uni avait répondu dans le document G/VAL/Q/GBR/3. Les États-Unis et la Chine ont présenté des questions dans les documents G/VAL/Q/GBR/1 et G/VAL/Q/GBR/2, respectivement.

2.135. La représentante de l'Union européenne a remercié le Royaume-Uni pour ses réponses et a dit que l'UE n'avait pas d'autres questions pour le moment.

2.136. La représentante de la Chine a remercié le Royaume-Uni d'avoir notifié sa législation nationale sur l'évaluation en douane. Après avoir examiné cette notification, la Chine avait posé des questions au Royaume-Uni dans le document G/VAL/Q/GBR/2. Elle attendait avec intérêt de recevoir les réponses du Royaume-Uni à ces questions.

2.137. La représentante des États-Unis a remercié le Royaume-Uni d'avoir notifié sa législation nationale sur l'évaluation en douane, ainsi que pour ses réponses à la liste de questions. Les États-Unis avaient posé des questions au Royaume-Uni dans le document G/VAL/Q/GBR/1 et ils attendaient avec intérêt de recevoir les réponses écrites du Royaume-Uni.

2.138. Le représentant du Royaume-Uni a remercié l'Union européenne pour son intervention. Le Royaume-Uni remerciait également la Chine et les États-Unis pour leurs questions. Ces questions étaient encore en cours d'examen, et le Royaume-Uni espérait être en mesure de leur fournir ses réponses à temps pour la réunion suivante.

2.139. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur les notifications du Royaume-Uni à sa réunion suivante.

2.1.35 Vanuatu

2.140. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Comité était convenu de revenir sur la notification relative à la législation nationale du Vanuatu, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/1/VUT/1. Les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/W/359.

2.141. La représentante des États-Unis a remercié le Vanuatu d'avoir notifié sa législation nationale sur l'évaluation en douane. Les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient posé des questions à ce pays dans le document G/VAL/W/359. Par ailleurs, ils continuaient d'exhorter le Vanuatu à présenter ses réponses à la liste de questions et ils attendaient avec intérêt de recevoir sa réponse écrite.

2.142. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur la notification du Vanuatu à sa réunion suivante.

2.1.36 Viet Nam

2.143. Le Président a appelé l'attention du Comité sur la notification relative à la législation douanière du Viet Nam, qui avait été distribuée sous la cote G/VAL/N/1/VNM/1. L'Union européenne avait posé des questions dans le document G/VAL/Q/VNM/1, auxquelles le Viet Nam avait répondu dans le document G/VAL/Q/VNM/2. Après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/VAL/Q/VNM/3. Des notifications additionnelles avaient aussi été reçues du Viet Nam, y compris sa liste de questions, et ces documents seraient distribués en temps voulu.

2.144. La représentante de l'Union européenne a remercié le Viet Nam pour ses réponses aux questions posées par l'UE. L'UE examinait ces réponses et se réservait le droit de présenter des questions complémentaires avant la réunion suivante du Comité. L'UE a aussi indiqué qu'elle n'avait pas encore reçu la liste de questions, mais elle croyait comprendre que le document en question serait distribué sous peu.

2.145. La représentante des États-Unis a remercié le Viet Nam pour la notification relative à sa législation nationale sur l'évaluation en douane. À cet égard, les États-Unis avaient présenté des questions, et ils attendaient avec intérêt de recevoir les réponses du Viet Nam.

2.146. La représentante du Viet Nam a remercié les délégués pour leurs questions concernant le document G/VAL/N/1/VNM/10. Le Viet Nam a indiqué qu'il avait aussi reçu les questions des États-Unis, qui figurent dans le document G/VAL/Q/VNM/3, auxquelles il répondrait par écrit à bref délai.

2.147. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la notification du Viet Nam à sa réunion suivante.

2.2 Conclusion du point B de l'ordre du jour

2.148. Le Président a indiqué au Comité qu'à ce jour, 111 Membres avaient notifié leur législation nationale sur l'évaluation en douane et 77 Membres avaient fourni des réponses à la liste de questions. Il a remercié les délégués des efforts qu'ils avaient déployés pour élaborer ces notifications et a fait observer que, compte tenu des 36 points de l'ordre du jour, la législation douanière de plus du tiers des Membres de l'OMC avait été examinée par le Comité à la réunion en cours. Il a rappelé que les Membres pouvaient, si nécessaire, demander l'assistance technique du Secrétariat.

2.149. Le Comité a pris note des renseignements.

3 INFORMATIONS SUR L'APPLICATION DES DÉCISIONS DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE

3.1. Le Président a rappelé que le Comité était tenu de prendre note des nouvelles notifications concernant l'application de deux des décisions adoptées à sa réunion du 12 mai 1995, qui figuraient dans le document G/VAL/5, à savoir la "Décision relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées" et la "Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données". Depuis la précédente réunion du Comité, des notifications relatives à ces deux décisions avaient été reçues d'El Salvador et des Philippines. Le Président a indiqué que le dernier rapport de situation, qui couvrait toutes les notifications, avait été distribué sous la cote G/VAL/W/5/Rev.35.

3.2. Le Comité a pris note des renseignements.

4 ASSISTANCE TECHNIQUE

4.1 Activités d'assistance technique visées à l'article 20.3

4.1. Le Président a rappelé que le Programme de travail du Comité sur l'assistance technique pour le renforcement des capacités concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane était intégré au programme global d'assistance technique de l'OMC. Il a

remercié le Secrétariat d'avoir contribué aux activités d'assistance technique sur les questions relatives à l'évaluation en douane, dans le cadre de trois eCRPC qui avaient eu lieu en 2021, et d'avoir planifié la tenue de l'eRTPC en juin. Il a en outre indiqué que les Membres pouvaient demander une assistance technique à tout moment, et que des activités nationales pouvaient être mises au point pour répondre aux besoins du bénéficiaire. Enfin, il a fait observer que, dans le contexte des prescriptions en matière de notification, ce point de l'ordre du jour pouvait donner aux Membres la possibilité d'examiner s'il leur serait utile de demander de l'aide pour leurs notifications; à cet égard, il les a aussi encouragés à tirer parti de l'assistance fournie par le Secrétariat de l'OMC dans le cadre de séances virtuelles.

4.2. La représentante des États-Unis a indiqué que les organismes fédéraux des États-Unis soutenaient activement leurs partenaires commerciaux dans le domaine de l'évaluation en douane. Les États-Unis ont indiqué qu'en décembre 2021, le Département de l'agriculture s'était joint au Département du commerce, au Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis et au Bureau du Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales pour dispenser des formations sur l'évaluation en douane des produits agricoles et alimentaires à plus de 30 membres de l'Administration des douanes du Guatemala et de son Ministère de l'économie. Ils ont en outre indiqué que le Programme pour le développement du droit commercial du Département du commerce des États-Unis serait réuni sous peu avec le Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis pour offrir un séminaire virtuel à des représentant du Honduras, d'El Salvador, du Guatemala et du Costa Rica sur les meilleures pratiques s'agissant des décisions anticipées en matière d'évaluation en douane. Ils estimaient qu'il était essentiel de rendre des décisions anticipées en matière d'évaluation en douane pour accélérer la circulation des marchandises à travers les frontières. À cet égard, ils ont indiqué qu'ils appuyaient les Membres qui s'acquittaient de leurs obligations au titre de l'Accord sur l'évaluation et douanes et de l'article 3 de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges.

4.3. Le représentant du Nigéria a remercié le Secrétariat pour ses efforts et a demandé des renseignements actualisés concernant les projets d'atelier en présentiel sur l'évaluation en douane avec les États membres de la CEDEAO, qui étaient en cours de planification avant la pandémie de COVID-19.

4.4. Le Secrétariat a remercié le Nigéria pour sa demande de renseignements et a indiqué qu'il existait des projets d'élaboration de ces activités d'assistance technique au moment de l'apparition de la pandémie, mais qu'ils avaient été suspendus en raison de préoccupations concernant les dispositions logistiques et autres liées à une activité en présentiel. Il se félicitait de la demande de renseignements du Nigéria, qui, espérait-il, témoignait d'un regain d'intérêt pour cette activité et il attendait avec intérêt la poursuite des discussions à ce sujet.

4.5. Le Comité a pris note des renseignements et des déclarations.

4.2 Renseignements concernant les activités d'assistance technique de l'OMD

4.6. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 12 mai 1995, et conformément aux dispositions de la section B.4 du document G/VAL/5, le Comité était convenu qu'une meilleure transparence des activités en matière d'assistance technique serait assurée si les documents d'information qui étaient établis pour le Comité technique de l'évaluation en douane de l'OMD étaient également publiés sous la forme de documents de l'OMC. À cet égard, le document G/VAL/8/Add.43 contenait les renseignements les plus récents recueillis par le Comité technique de l'évaluation en douane sur les activités d'assistance technique menées par le Secrétariat de l'OMD.

4.7. La représentante du Japon a dit que son pays saluait le rapport de l'OMD sur les renseignements concernant les activités d'assistance technique. Ainsi qu'il est expliqué dans le rapport de l'OMD, le Programme destiné aux maîtres formateurs pour les îles du Pacifique était un projet conjoint de l'OMD et de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Ce programme visait à former des maîtres formateurs dans le domaine de l'évaluation en douane, qui joueraient un rôle de premier plan dans la formation et le renforcement des capacités dans la région. Deux experts des douanes japonaises avaient agi comme gestionnaires de projet à l'OMD. En outre, trois experts des douanes japonaises avaient participé aux sessions de formation en ligne pour partager leurs compétences. Le Japon a dit qu'il continuerait de contribuer à ce programme de formation pour que tous les participants soient reconnus comme des maîtres formateurs compétents

au terme du programme en 2024. Il a aussi dit qu'il projetait d'offrir des formations axées sur les besoins à l'intention des administrations douanières des régions d'Asie et d'Afrique. Enfin, il a dit qu'il restait attaché aux efforts visant à participer aux activités d'assistance technique dans le domaine de l'évaluation en douane.

4.8. Le Comité a pris note des renseignements et de la déclaration.

5 INSPECTION AVANT EXPÉDITION

5.1 État des notifications présentées par les Membres

5.1. Le Président a appelé l'attention du Comité sur la compilation des notifications présentées au titre de l'article 5 de l'Accord sur l'inspection avant expédition. L'état actuel des notifications relatives à l'inspection avant expédition (IAE) figurait dans le document actualisé G/PSI/N/1/Rev.5, auquel s'ajoutait le document G/PSI/N/1/Rev.5/Add.1.

5.2. Le représentant du Royaume-Uni a demandé si la notification relative à l'inspection avant expédition présentée par son pays avait été reçue.

5.3. Le Secrétariat a répondu qu'il n'avait pas reçu de notification, mais qu'il ferait le suivi à ce sujet avec le Royaume-Uni.

5.4. Le Comité a pris note des renseignements et des déclarations.

5.2 Questions et réponses

5.2.1 Chine

5.5. Le Président a rappelé que les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/W/353, auxquelles la Chine avait répondu dans le document G/VAL/W/369. Après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions dans le document G/PSI/Q/CHN/1.

5.6. La représentante des États-Unis a remercié la Chine pour ses réponses, distribuées sous la cote G/VAL/W/369, aux questions de son pays concernant les prescriptions en matière d'IAE. Les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient présenté des questions complémentaires et qu'ils attendaient avec intérêt de recevoir les réponses écrites de la Chine à ces questions.

5.7. La représentante de la Chine a remercié les États-Unis pour leurs questions. La Chine a indiqué qu'elle les examinerait et y répondrait sous peu.

5.8. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion suivante.

5.2.2 Indonésie

5.9. Le Président a rappelé que les États-Unis avaient posé des questions dans les documents G/VAL/W/314 et G/VAL/W/357, auxquelles l'Indonésie avait répondu dans le document G/PSI/Q/IDN/1. Après la distribution de l'ordre du jour, les États-Unis avaient présenté des questions complémentaires dans le document G/PSI/Q/IDN/2.

5.10. La représentante des États-Unis a remercié l'Indonésie pour ses réponses aux questions que son pays avait posées dans le document G/VAL/W/314. Les États-Unis ont dit qu'ils attendaient avec intérêt de recevoir les réponses de l'Indonésie aux questions qu'ils avaient posées dans le document G/PSI/Q/IND/2, ainsi qu'à celles qui figurent dans le document G/VAL/W/357.

5.11. Le représentant de l'Indonésie a remercié les États-Unis pour l'intérêt qu'ils portaient à la réglementation nationale de son pays, en particulier en ce qui concernait la vérification des importations. S'agissant des questions présentées dans le document G/VAL/W/357, l'Indonésie a souligné que la vérification des importations (ce que l'on appelle le programme de vérification des

importations (VPTI)) n'était pas une activité d'inspection avant expédition au sens de l'article premier de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition. Elle a dit qu'elle avait déjà expliqué, lors de précédentes réunions, que la mesure consistait uniquement à contrôler les documents pour s'assurer que les marchandises importées étaient conformes aux documents d'importation des pays d'origine vers l'Indonésie. Elle souhaitait aussi souligner que la vérification des importations visait à garantir que les produits importés étaient sains et sûrs ainsi qu'à préserver l'environnement. Par conséquent, elle estimait qu'il n'était pas pertinent de notifier au Comité sa réglementation concernant la vérification des importations. Néanmoins, elle a indiqué qu'elle fournirait une réponse écrite aux questions des États-Unis dès que possible et qu'elle discuterait aussi au niveau interne des questions additionnelles posées par les États-Unis dans le document G/PSI/Q/IDN/2.

5.12. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion suivante.

5.2.3 Sainte-Lucie

5.13. Le Président a rappelé que les États-Unis avaient posé des questions dans le document G/VAL/W/354 au sujet de la notification présentée par Sainte-Lucie sur sa législation relative à l'IAE.

5.14. La représentante des États-Unis a remercié Sainte-Lucie d'avoir notifié ses mesures d'inspection avant expédition visant les véhicules. Les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient présenté des questions dans le document G/VAL/W/354 et qu'ils attendaient avec intérêt de recevoir la réponse écrite de Sainte-Lucie.

5.15. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion suivante.

5.3 Renseignements concernant les programmes d'IAE recueillis par le Conseil TIC

5.16. Le Président a rappelé que le Conseil des essais, de l'inspection et de la certification (Conseil TIC) avait fourni les renseignements les plus récents communiqués par ses membres concernant l'existence de programmes d'IAE. Ces renseignements avaient été distribués aux Membres sous la cote G/VAL/W/63/Rev.28.

5.17. Le Comité a pris note des renseignements.

6 AUTRES QUESTIONS

6.1 Séance informelle d'échange de données d'expérience

6.1. Le Président a rappelé qu'à la précédente réunion du Comité, il avait indiqué qu'il voulait savoir si les Membres souhaitaient la tenue d'une séance informelle, en marge des réunions formelles du Comité, au cours de laquelle ils pourraient échanger leurs données d'expérience concernant des questions spécifiques relatives à la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Il a fait part de sa propre expérience de l'utilité des séances informelles du Comité de la facilitation des échanges, qui avaient donné aux Membres l'occasion de partager leurs données d'expérience d'une manière qui favorisait la transparence et le partage des meilleures pratiques. À cet égard, il avait contacté de façon informelle quelques Membres et avait reçu une réaction globalement positive de leur part, bien que quelques-uns souhaitaient en savoir plus sur la façon dont une telle séance serait structurée et organisée. Par conséquent, si les Membres étaient disposés à le faire, et si son successeur souhaitait aussi encore étudier ce point, il proposait la tenue d'une consultation en groupe restreint des Membres intéressés sur la façon d'organiser une telle séance informelle en relation avec une future réunion formelle.

6.2. La représentante de la Chine était favorable à l'idée de tenir une réunion informelle pour que les Membres puissent partager et échanger leurs points de vue sur diverses questions, y compris leur expérience de la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane. En ce qui concerne les sujets qui pourraient être examinés, la Chine souhaitait appeler l'attention des Membres sur l'interaction et la convergence entre la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane et celle

de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). Elle a en outre rappelé qu'en février 2019, un atelier conjoint avait été organisé par le Comité de la facilitation des échanges et le Comité de l'évaluation en douane. À cette occasion, l'attention avait été accordée à l'échange de données d'expérience et à la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane, ainsi qu'à la nécessité de veiller à ce que l'AFE favorise la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Dans le cadre de cet atelier, la Chine avait présenté un exposé dans lequel elle avait fait part de son expérience, en particulier ses réalisations dans la mise en œuvre de ces accords grâce à des réformes nationales des procédures de gestion des risques et de recouvrement des droits. Elle a indiqué qu'elle avait reçu des commentaires positifs sur ses exposés et elle estimait que d'autres Membres pourraient également souhaiter faire part de leur expérience dans ce domaine. Elle a aussi dit qu'elle serait disposée à participer à une séance d'échange de données d'expérience de ce type.

6.3. La représentante des États-Unis a remercié le Président pour le résumé des initiatives qu'il avait prises et a dit que son pays attendait une proposition de la part du prochain Président.

6.4. La représentante de l'Union européenne a dit que l'UE était prête à collaborer avec le prochain Président à l'échange de données d'expérience et à la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane, ainsi qu'à la numérisation de cet accord.

6.2 eAgenda

6.5. Le Président a rappelé que, lors de la précédente réunion du Comité, les Membres avaient indiqué qu'ils souhaiteraient en savoir plus sur la façon dont la plate-forme eAgenda avait été mise en place dans d'autres organes subsidiaires du CCM. À cet égard, il a invité le Secrétaire du Comité de l'accès aux marchés (CAM) à présenter un exposé sur la manière dont cette plate-forme avait été utilisée dans le cadre des travaux du CAM. Dans le même temps, il a noté que certains aspects des activités du CAM différaient des aspects des activités du Comité de l'évaluation en douane, notamment dans le domaine des préoccupations commerciales spécifiques (PCS). Néanmoins, il estimait que les Membres pourraient quand même juger utile d'examiner si des aspects relatifs à la transparence et à l'accessibilité des documents pouvaient s'avérer utiles dans le contexte des travaux du Comité de l'évaluation en douane.

6.6. Le Secrétariat a expliqué qu'eAgenda avait été utilisé pour la première fois au CAM lors de sa réunion formelle tenue en avril 2021. Le système était actuellement utilisé sur une base volontaire, et ses principaux objectifs étaient les suivants: i) créer une version en ligne des aérogrammes convoquant les réunions formelles, qui serait mise à jour en temps réel; ii) permettre aux délégations d'ajouter des points à l'ordre du jour d'une réunion de manière autonome, si elles le souhaitent, sans avoir à envoyer un courrier électronique distinct au Secrétariat; et iii) permettre aux délégations de télécharger leurs déclarations directement dans le système, tout en restreignant néanmoins ceux qui avaient accès à ces déclarations et quand ils y avaient accès.

6.7. Pour accéder à la plate-forme eAgenda dans l'une des trois langues officielles de l'OMC, les délégués se sont connectés avec leurs identifiants OMC. La plate-forme eAgenda a été mise en service le jour où le projet d'aérogramme convoquant une réunion formelle avait été distribué aux Membres, soit environ un mois avant la date de la réunion elle-même. À ce moment-là, l'ordre du jour collaboratif contenait les mêmes points que ceux qui figuraient dans le projet d'aérogramme qui avait été distribué officiellement. Le Secrétariat mettait constamment à jour le système en ajoutant des documents dès qu'ils étaient distribués. Cette approche avait deux grands avantages: i) l'eAgenda contenait toujours la version la plus récente et la plus complète de l'ordre du jour d'une réunion formelle; et ii) les délégués n'avaient pas à attendre la distribution officielle de l'aérogramme final, soit généralement 10 jours avant la réunion elle-même, pour connaître les points et les documents devant être examinés et commencer à se préparer à cet égard. Autre avantage, tous les documents concernant la réunion pouvaient être consultés directement sur la plate-forme eAgenda.

6.8. En ce qui concerne les fonctions d'eAgenda, le Secrétariat a expliqué que les délégués pouvaient faire ce qui suit: i) ajouter un point général; ii) relier les documents et déclarations aux points soulevés; iii) ajouter une déclaration à un point de l'ordre du jour, que le point ait été inscrit par le Secrétariat ou par d'autres Membres; et iv) en ce qui concernait les points inscrits par d'autres Membres, il y avait également l'option de "s'associer à" certains points ou de manifester un "intérêt" pour ceux-ci. S'agissant des déclarations, le Secrétariat a en outre expliqué ce qui suit: i) les délégués pouvaient télécharger leur déclaration avant, pendant ou après une réunion formelle;

ii) une fois qu'un Membre aura téléchargé une déclaration, il gardait le contrôle sur ceux qui y avaient accès et ce qui pouvait en être fait; iii) par défaut, les déclarations téléchargées sur la plate-forme eAgenda étaient néanmoins transmises aux interprètes pour pouvoir obtenir une interprétation fidèle lors de leur intervention à la réunion elle-même; iv) le délégué qui déposait une déclaration pouvait décider de la partager ou non avec les autres Membres ou de l'intégrer au compte rendu de la réunion; et v) le statut d'une déclaration pouvait être modifié à tout moment par le Membre qui l'avait déposée, y compris après la réunion, car le système restait actif pendant une période supplémentaire pour ce qui est des déclarations.

6.9. Le Secrétariat a conclu en signalant qu'eAgenda avait été utilisé jusqu'à présent pour trois réunions formelles du CAM, et qu'à chaque réunion suivante, davantage de délégués avaient utilisé ce système pour ajouter leurs points à l'ordre du jour et inclure leurs déclarations. Il a rappelé que le système était utilisé uniquement sur une base volontaire, mais il a fait observer que, dans le scénario idéal où tous les Membres l'utiliseraient, il serait possible d'avoir un rapport complet de ce qui avait été discuté lors d'une réunion immédiatement après la clôture de la réunion, ce qui faciliterait grandement la présentation de rapports à la capitale.

6.10. La représentante de l'Union européenne a remercié le Secrétariat pour son exposé. L'UE était heureuse de constater que des progrès étaient réalisés en ce qui concernait l'eAgenda qui, selon elle, avait bien fonctionné s'agissant des comités SPS et OTC et du Comité de l'accès aux marchés. Elle a encouragé le Secrétariat à aller de l'avant, sur une base volontaire, avec le projet de lancement d'eAgenda pour le Comité, car il contribuait à la numérisation des travaux de l'OMC et était une avancée positive et facile d'emploi qui faciliterait les travaux des délégués à Genève et dans la capitale.

6.11. Le représentant de l'Indonésie a remercié le Secrétariat pour son exposé. L'Indonésie estimait que, dans le cadre du Comité, l'eAgenda s'avérerait très utile pour la préparation des réunions. Elle appuyait l'idée, à condition qu'eAgenda soit utilisé sur une base volontaire et ne remplace pas les pratiques actuelles pour la présentation de points de l'ordre du jour.

6.12. Le représentant du Canada a remercié le Secrétariat pour le soutien additionnel qu'il avait apporté aux délégués et il espérait que cela permettrait aux Membres de participer plus activement aux activités des différents comités.

6.13. Le Président a indiqué que, sur la base de cette contribution, il demanderait au Secrétariat d'étudier l'élaboration d'une plate-forme eAgenda pour le Comité de l'évaluation en douane, dans le but de disposer d'un prototype à présenter aux Membres à la réunion suivante du Comité, si possible. Les Membres pourraient alors décider à cette réunion s'ils souhaitaient aller de l'avant s'agissant de la mise en œuvre d'eAgenda.

6.3 Prochaine réunion du Comité

6.14. Le Président a informé les Membres que la date provisoire de la réunion suivante du Comité avait été fixée au lundi 24 octobre 2022, après la réunion du Comité technique de l'évaluation en douane, qui devait avoir lieu du 17 au 21 octobre 2022.

7 ÉLECTION DU PRÉSIDENT

7.1. Le Président a informé le Comité que le Président du Conseil du commerce des marchandises poursuivait ses consultations avec les Membres pour établir une liste de candidats à la présidence des organes subsidiaires du CCM, y compris le Comité de l'évaluation en douane. Il a donc proposé que, dès que le CCM serait convenu de la liste de candidats à la présidence pour ses organes subsidiaires, le Secrétariat enverrait aux Membres un courrier électronique précisant le nom du président proposé pour le présent comité. Si aucune objection n'était reçue, le candidat serait considéré comme élu par le Comité.

7.2. Le Comité en est ainsi convenu.

7.3. La réunion a été déclarée close.

ANNEXE**RAPPORT AU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE DE L'OMC SUR
LES TRAVAUX DU COMITÉ TECHNIQUE DE L'ÉVALUATION EN
DOUANE (CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION)**

La cinquante-quatrième session du Comité technique de l'évaluation en douane (Comité technique) s'est tenue du 21 mars au 5 mai 2022. La phase de discussion en ligne s'est déroulée du 21 mars au 8 avril, suivie de la phase de consultation du 11 au 29 avril 2022. La partie virtuelle de la réunion s'est tenue du 3 au 5 mai 2022. Au total, 272 délégués représentant 97 Membres et observateurs s'étaient inscrits à cette session.

Rapport sur l'état d'avancement de l'application de l'Accord par les Membres

Il s'agit d'un point permanent de l'ordre du jour par lequel le Secrétariat de l'OMD invite les Membres à faire rapport des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane pendant l'intersession. Tous les aspects de la mise en œuvre, par exemple les aspects juridiques et procéduraux, peuvent être abordés.

Pendant la cinquante-quatrième session du Comité technique, le Brésil a présenté un exposé sur l'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane sur son territoire, en particulier le projet qu'il a mis en œuvre pour améliorer ses procédures fiscales à cet égard.

Questions techniques spécifiques

Le Comité technique a examiné cinq questions techniques présentées par les Membres.

- Traitement à appliquer en matière d'évaluation aux frais accessoires au titre de l'article premier de l'Accord: question soulevée par Maurice. Le Comité technique a décidé de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-cinquième session.
- Traitement à appliquer en matière d'évaluation aux frais de transport pour le retour des moyens utilisés pour le transport des marchandises importées: question soulevée par la Macédoine du Nord. Le Comité technique a décidé de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-cinquième session.
- Traitement à appliquer en matière d'évaluation aux marchandises faisant l'objet de contrats de licences pour les signes distinctifs: question soulevée par l'Uruguay. Le Comité technique a décidé de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-cinquième session.
- Traitement à appliquer en matière d'évaluation aux marchandises faisant l'objet de coûts additionnels imposés par la compagnie d'assurances: question soulevée par l'Uruguay. Le Comité technique a conclu l'examen de cette question en la plaçant dans la Partie III de l'Aperçu général des questions techniques d'évaluation.
- Rabais accumulés dans les ventes en ligne: question soulevée par l'Uruguay. Le Comité technique a décidé de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-cinquième session.

Deux questions ont été reçues pendant l'intersession avant la cinquante-quatrième session:

- Traitement à appliquer en matière d'évaluation aux droits de distribution exclusifs: question soulevée par les Fidji.
- Sens de l'expression "prix des marchandises importées" conformément au paragraphe 4 de la Note interprétative relative à l'article premier: question soulevée par l'Uruguay.

Le Comité technique est convenu d'examiner ces questions en tant que questions techniques spécifiques à sa session suivante.

Autres questions: exposés

Comme à l'accoutumée, le Comité technique a invité les Membres et les observateurs à faire des exposés sur des questions d'évaluation spécifiques.

L'observateur de l'OCDE a fait un exposé oral sur les prix de cession internes/l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices.

Le Secrétariat de l'OMD a fait un exposé sur WCO Trade Tools, qui est une plate-forme officielle mise en œuvre par l'OMD sur laquelle les instruments générateurs de recettes et les outils et les publications concernant l'évaluation, le SH et l'origine peuvent être consultés pour faciliter le commerce international.

Dates de la cinquante-cinquième session du Comité technique de l'évaluation en douane

- Les dates de la cinquante-cinquième session du Comité technique ont été provisoirement fixées du 17 au 21 octobre 2022.
-